

Energy-Water Nexus Lunch – AMARA Speech

US-Africa Ministerial Meeting 2014

M. Ernest Moniz, Secrétaire d'Etat de l'Energie,

Excellences Mesdames, Messieurs les Ministres,

Excellences Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs,

Je remercie le gouvernement de l'Ethiopie et le gouvernement américain pour l'organisation de cette ministérielle.

Le sujet « Energy-Water Nexus » est d'une extrême importance pour toutes les nations et tout particulièrement pour notre continent qui accuse un retard prononcé aussi bien dans l'approvisionnement de l'eau et de l'énergie, deux produits hautement sensibles.

Donc, permettez-moi de partager avec vous, excellences, l'expérience marocaine en quelques mots. En toute franchise, quand le Maroc, sous la pression de la demande croissante, a commencé à élaborer ses politiques publiques pour l'eau et l'énergie, le concept « Nexus » n'était pas pris en considération.

En fait chaque politique publique a été conçue en « Silos ». C'est d'ailleurs le cas de toutes les politiques publiques élaborés dans notre pays : agriculture/sécurité alimentaire, logement,

Ce n'est qu'après et bien après, avec le développement du savoir-faire et surtout la maturité atteinte par les politiques publiques en question que nous avons commencé à s'intéresser à la thématique « Nexus », en se rendant compte avec l'exercice de la complexité des interrelations entre l'eau et l'énergie.

Tout d'abord, et rapidement en matière d'eau, cette politique est ancienne au Maroc, puisqu'elle date du siècle dernier (les années 70) et a démarré avec l'initiation de la politique des barrages. Cette politique nous a permis de généraliser l'accès à l'eau potable qui atteint actuellement 100% en ville et 94% dans le milieu rural.

Elle nous a également épargné les coupures d'eau potable malgré la succession de périodes de sécheresse et la baisse de la pluviométrie. Actuellement, le Maroc compte 130 grands barrages et une multitude de barrages moyens et petits qui permettent une capacité de stockage d'environ 18 milliards de m³.

Je dois dire qu'avec le changement climatique qui impacte notre pluviométrie, nous avons été contraint de faire évoluer cette première politique en une stratégie nationale de l'eau basée sur le concept de la gestion durable de cette ressource pour faire notamment face à un déficit hydrique prévu à l'horizon 2030 d'environ 5 milliards de m³.

Les mots clés de cette stratégie sont la gestion de l'offre notamment agricole, domestique et industrielle. Et la gestion de l'effort en recourant notamment à la récupération et traitement d'eaux usées et le dessalement d'eau de mer.

La politique énergétique au Maroc, par contre, est assez récente. Depuis quelques années, le Maroc allait faire face à des coupures d'électricité à cause d'une demande galopante et des

investissements en matière de production électrique qui n'ont pas suivi. Je signale à juste titre que le taux d'électrification rurale a atteint plus de 98,5%.

Pour remédier à cette situation, une feuille de route a été établie, basée sur un mix énergétique que nous avons voulu réaliste dans ce sens que sa composition est ouverte à toutes les sources d'énergies possible fossile et renouvelable avec deux paramètres déterminants : la compétitivité du coût du combustible et l'impact sur l'environnement. Cette équation n'est pas facile à résoudre étant donné que le Maroc est un importateur net d'énergie.

Aussi, nous avons pris la décision stratégique de monter en puissance pour les sources renouvelables. L'objectif fixé pour 2020 est d'atteindre 42% de notre mix électrique à base de renouvelable. C'est-à-dire sur une capacité installée de 15.000 MW, dont 2.000 MW seront d'origine éolienne, 2.000 MW seront d'origine solaire et 2.000 MW seront d'origine hydraulique.

En parallèle, d'autres axes sont également développés en particulier : l'efficacité énergétique avec une économie de 12% à l'horizon 2020 et 15% à l'horizon 2030.

Donc, au fil des années et avec ces expériences, en matière de ces deux politiques publiques au Maroc, on s'est rendu compte des interrelations solides et complexes qui existent entre l'eau et l'énergie mais également avec la sécurité alimentaire. Cette dimension « alimentation » qui met en exergue Eau/Agriculture/Phosphate/Energie je n'en ai pas volontairement parlé puisque la thématique retenue pour ce déjeuner débat concerne le nexus Eau/Energie.

Concrètement, nous avons approché ce nexus par un certain nombre d'initiatives :

1. La décision a été prise pour que la gestion des politiques publiques, eau et énergie, soit assurée sur le plan institutionnel par un seul département ministériel qui englobe en plus l'environnement que je dirige. Nous estimons que la composante « environnement », qui sous-entend bien sûr les aléas des changements climatiques, a des impacts conséquents sur l'eau et l'énergie ;
2. Nous avons fusionné les deux entreprises publiques chargées de l'exécution des politiques de l'Etat dans les domaines Eau et Electricité dans une seule entité. Un programme de synergie des actions des deux entités est en train d'être déployé ;
3. Nous avons impliqué le département de l'agriculture dans une partie du « nexus » Eau/Energie. Parmi les actions de cette implication :
 - Généralisation de l'irrigation localisée,
 - Généralisation du pompage solaire (Photovoltaïque).
4. Le choix des technologies de production électrique qu'elle soit d'origine fossile ou renouvelable prend désormais en considération le volume d'eau utilisé et privilégie le recyclage de l'eau, le refroidissement par l'air...
5. Initiation par l'institut marocain de recherche en énergies nouvelles de programmes de recherches sur :

- le couplage solaire/dessalement
- le photovoltaïque du désert,
- le stockage du CSP,
- la climatisation solaire.